

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
14 septembre 2010
Français
Original : anglais

Lettre datée du 7 septembre 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens tout d'abord à vous remercier de l'appui constant que vous apportez au processus de paix au Népal.

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre signée par le Premier Ministre du Népal, M. Madhav Kumar Nepal, par laquelle le Gouvernement népalais demande que le mandat de la Mission des Nations Unies au Népal soit reconduit pour quatre mois à compter du 15 septembre 2010 (voir annexe).

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que le Gouvernement népalais reste déterminé à poursuivre le processus de paix pour mener le pays, actuellement en transition, vers la paix durable, la stabilité et le développement.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Gyan Chandra Acharya



**Annexe à la lettre datée du 7 septembre 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer de l'état d'avancement du processus de paix au Népal, et de demander l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour mener à bien ce processus.

Le Gouvernement népalais se félicite du soutien précieux que l'Organisation des Nations Unies a apporté au processus de paix, notamment en s'acquittant de ses responsabilités de soutien à l'exécution de plusieurs mandats. Je tiens en particulier à remercier l'Organisation du rôle positif qu'elle a joué en surveillant l'application du cessez-le-feu instauré à la suite de la signature de l'Accord de paix global, en appuyant la Commission électorale en vue de l'élection de l'Assemblée constituante – notamment en envoyant des observateurs – et en contrôlant les armes et supervisant les anciens combattants maoïstes dans les sites de cantonnement.

Avec l'élection de l'Assemblée constituante, l'adoption de la Constitution provisoire, la création du Comité spécial et la proclamation de la République, la situation au Népal a connue ces dernières années une évolution notable. Ainsi, bon nombre des tâches assignées à la Mission des Nations Unies au Népal en vertu de ses mandats initiaux sont devenues redondantes ou ont été rendues caduques par les événements.

Le Comité spécial a été dûment constitué en tant qu'organe de consensus, comme le prévoit la Constitution provisoire du Népal (2007), document juridique fondamental du pays, convenu et approuvé par tous les partis, qui reprend l'Accord de paix global et l'Accord sur le contrôle de la gestion des armes et des armées. Le Comité spécial ayant été constitué, qui représente tous les grands partis politiques, il n'y a plus de camps dans le pays. On se souviendra que l'Accord de paix global dispose expressément que :

« 10.5 Le concept et la situation des “deux partis” mentionnés dans le présent Accord cessent *ipso facto* d'exister après la constitution du Parlement provisoire. Dès lors, l'obligation d'assumer ou de faire assumer toutes les responsabilités visées dans le présent Accord est régie par le Conseil des ministres provisoire. Il est du devoir et de la responsabilité de tous les partis politiques de prêter leur coopération en vue d'assurer le respect et la mise en œuvre du présent Accord. »

La question des combattants revêtant une grande importance pour l'aboutissement du processus de paix, la Constitution prévoit que le Comité spécial se chargera de l'examiner en détail et d'en décider. La mission d'intégration et de réadaptation devant être accomplie dans un délai de 16 semaines serait dûment reprise par le Comité spécial, après approbation. Le Gouvernement avait déjà établi un plan d'action fixant à 16 semaines le délai d'exécution des tâches d'intégration et de réhabilitation, délai ramené par la suite à 60 jours. Par conséquent, on comprend que lorsque tous les grands partis politiques se seront mis d'accord, rien n'empêcherait que le processus commence effectivement et soit mené à bien pour l'essentiel dans un délai de 60 jours.

De même, l'Armée népalaise, étant une armée nationale, fonctionne sous contrôle démocratique ainsi que le disposait la Constitution. Certaines dispositions

constitutionnelles et juridiques prévoyaient le contrôle, la mobilisation et la gestion de l'armée népalaise. Comme le prescrit la Constitution, un plan d'action détaillé établi par la commission pour la démocratisation de l'armée népalaise, qui dépend du Ministre de la défense, a déjà été présenté pour examen au Conseil des ministres.

C'est pour ces raisons que nous souhaiterions que le mandat de la Mission des Nations Unies au Népal soit axée sur le contrôle de la gestion des combattants maoïstes et de leurs armes jusqu'à ce que le Comité spécial en prenne la responsabilité. Nous souhaitons donc, afin que la Mission puisse accomplir cette tâche, demander la reconduction de son mandat pour quatre mois à compter du 15 septembre 2010.

Je suis certain que vous prendrez dûment en considération les vues du Gouvernement népalais.

(Signé) Madhav Kumar **Nepal**
